



247 LFI 0361

1 1943

Questions comptables

Compte d'Établissement

Questions spéciales

Programme décennal

EL. 2/2/43

2 février 1943.

S.N.C.F.

Service du Budget

396

NOTE

pour Monsieur le Directeur Général
sur le programme décennal de la S.N.C.F.

113 81

Par note du 25 novembre 1942, j'ai eu l'honneur de vous indiquer comment on pourrait, pour donner satisfaction à la demande de M. le Commissaire du Gouvernement, fonder en un seul programme les trois programmes généraux de travaux d'établissement de la S.N.C.F.

Comme suite à la demande de M. le Président, j'ai l'honneur de vous soumettre un projet de loi prévoyant la création d'un programme décennal et un projet d'avenant à la Convention du 8 janvier 1941 relatif à la participation du Trésor dans le financement des dépenses. (1)

Le projet de loi ne nécessite aucun commentaire spécial; il y est prévu la création d'un programme unique par substitution au programme quinquennal, au programme spécial d'équipement et au deuxième programme quinquennal. Ce programme unique devra, comme le plan d'équipement national prévu par la loi du 6 avril 1941, s'étendre sur une période de 10 années. Les dispositions complémentaires que nous vous proposons de faire figurer dans cette loi sont celles qui existaient déjà dans la loi du 29 octobre 1940 créant le programme spécial d'équipement.

L'avenant à la Convention du 8 janvier nécessite par contre quelques explications.

La question qui se pose est la suivante : dans l'état actuel des choses, les avances du Trésor n'interviennent que pour le programme spécial d'équipement et, dans les dépenses du plan d'équipement, les dépenses de renouvellement du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage sont exclues puisqu'elles sont couvertes par le fonds de renouvellement.

Seules les autres dépenses, c'est-à-dire celles de travaux complémentaires et d'acquisitions de matériel autres que le renouvellement sont couvertes, à concurrence de 80 %, par des avances du Trésor.

Par ma note du 25 novembre, je vous ai proposé de décider qu'une proportion fixe des dépenses de chaque exercice serait couverte par des avances du Trésor.

L'emploi d'un pourcentage fixe des dépenses de l'exercice impliquerait normalement que, chaque année, la masse des dépenses à couvrir par des avances représente un pourcentage

(1) Le projet de loi comporte, pour le plan décennal, une autorisation de 36.858 M. Il s'agit là des chiffres figurant au budget de 1943 qui seraient entendus à remettre à jour au dernier moment, lors de la promulgation de la loi.

constant des dépenses de l'année. Il est bien évident qu'en fait, il n'en sera pas tout à fait ainsi; des variations peuvent se produire d'une année à une autre, mais doivent finir par s'équilibrer si les programmes sont entièrement réalisés - et nous ne pouvons pas supposer le contraire a priori -.

Ceci posé, quelques observations sont nécessaires :

1°) Deux solutions se présentent à l'esprit pour déterminer ce pourcentage :

On ^{pourrait} peut rapprocher, dans l'état actuel des choses, l'ensemble des dépenses à couvrir par des avances du Trésor de l'ensemble des dépenses d'établissement, renouvellement compris.

On pourrait aussi rapprocher le montant des dépenses à couvrir par des avances du Trésor du seul total des dépenses de travaux complémentaires et d'acquisition de matériel autres que le renouvellement (1).

Nous donnerons plus loin les chiffres auxquels on arrive dans les deux hypothèses ci-dessus. Nous nous contenterons d'indiquer pour le moment que nous penchons pour la seconde solution.

En effet, les dépenses de renouvellement, puisqu'elles sont financées par un fonds spécial, semblent ne pas avoir à intervenir dans les éléments de base; d'autre part, ni leurs prix ni leurs masses ne varient nécessairement comme varient les prix et les masses des travaux complémentaires qui constituent la plus importante partie des dépenses autres que celles de renouvellement.

Dans ces conditions, je vous propose de décider que chaque année la proportion des dépenses à couvrir par des avances du Trésor sera égale à un pourcentage déterminé de la masse des dépenses couvertes ou à couvrir, au titre du programme décennal par des emprunts (obligations et avances du Trésor) à l'exclusion des dépenses couvertes ou à couvrir par appel aux disponibilités du fonds de renouvellement.

2°) Il faut encore préciser si la proportion résultant des observations ci-dessus sera calculée sur l'ensemble, depuis l'origine, des dépenses en cause des trois programmes actuels ou seulement sur celles de ces dépenses qui restent à financer. Le calcul montre que la différence entre ces deux modes de détermination est, en fait, insignifiante; il nous paraît donc plus simple de prendre en considération l'ensemble du programme.

...

(1) Il s'agit en fait uniquement de matériel électrique.

30) Nous avons dit plus haut que, dans les conditions actuelles, les avances du Trésor ne couvriraient que les dépenses inscrites au plan spécial d'équipement. Or, par lettre du 9 septembre 1941, M. le Président a demandé au Ministre que le financement du deuxième programme quinquennal puisse être assuré "dans les mêmes conditions et suivant la même procédure que pour le programme spécial d'équipement dont il assure la continuation". Jusqu'ici nous n'avons reçu aucune réponse à cette demande; nous n'avons donc calculé le pourcentage dans le cas où les avances n'interviendraient que pour le plan spécial d'équipement.

Dans le budget de premier établissement de 1943, l'ensemble des montants des trois programmes intéressés a été évalué, depuis l'origine, à un total de 36.858 M. se répartissant de la manière suivante:

	Programme : quinquennal	Programme : spécial d'équipement	2ème programme : quinquennal	Ensemble	"
Travaux complémentaires.....	3.894 ^M	5.521 ^M	7.080 ^M	16.495 ^M	"
Matériel autre que le matériel de renouvellement.....	1.147	1.493	2.104	4.744	"
Ensemble.....	5.041	7.014	9.184	21.239	"
Matériel de renouvellement..	3.017	2.026	10.576	15.619	"
Total.....	8.058 ^M	9.040 ^M	19.760 ^M	36.858 ^M	"

D'après les textes actuellement en vigueur, la couverture de ces dépenses devrait s'opérer ainsi :

- a) par les ressources du fonds de renouvellement :
 20 % des T.C. et du matériel autre que celui de renouvellement : 21.239 M. x 20 %..... 4.247^M
 et le montant du matériel de renouvellement
 soit..... 15.619,- 19.866^M
- b) par les ressources provenant de l'émission d'obligations :
 80 % des T.C. et du matériel autre que celui de renouvellement inscrits aux programmes quinquennaux,
 soit : (5.041 M. + 9.184 M.) x 80 %..... 11.380^M-
- c) par les ressources provenant d'avances du Trésor :
 80 % des T.C. et du matériel autre que celui de renouvellement inscrits au programme spécial d'équipement, soit 7.014 M. x 80 % = 5.611^M,2

Ensemble..... 36.858^M,-

Si l'on admet que les avances du Trésor ne doivent couvrir que des dépenses inscrites au plan spécial d'équipement, le pourcentage que nous recherchons serait égal à :

$$\frac{\text{Dépenses couvertes par des avances}}{\text{Dépenses couvertes par des avances \& des oblig.}} = \frac{5.611,2}{16.991,2} = 33,02 \%$$

Nous proposons de prendre, dans ce cas, un coefficient égal à un tiers.

Nous avons également calculé le pourcentage, par rapport à l'ensemble des dépenses du programme décennal, du celles d'entre elles qui seront à couvrir par des avances de Trésor. Ce pourcentage est de 15 %.

Projet

A V E N A N T

à la Convention du 8 janvier 1941, fixant les modalités de financement des travaux faisant l'objet du programme spécial d'équipement intéressant la S.N.C.F.

---:---:---:---:---:---

Article 1er - La Société Nationale des Chemins de fer français recevra, chaque année, une avance du Trésor dont le montant sera égal à un tiers du montant des dépenses à couvrir, au titre du programme décennal, par des emprunts (obligations et avances du Trésor), à l'exclusion des dépenses à couvrir par appel aux disponibilités du fonds de renouvellement prévu par la Convention du 31 août 1937 et par l'Avenant du 4 mars 1942 à la Convention du 9 septembre 1939.

Article 2 - Les avances en cause seront portées, dans les écritures du Trésor, à un compte spécial dénommé "Prêts à la S.N.C.F. Convention du 8 janvier 1941", tel qu'il est défini à l'article 3 de la Convention du 8 janvier 1941.

Le fonctionnement de ce compte, les taux d'intérêt et les modalités du remboursement des avances continuent d'être réglées par les dispositions de l'article 3 de la Convention sus-visée.

Article 3 - Les articles 1, 2 et 3 de la Convention du 8 janvier 1941, en tant qu'ils sont contraires aux dispositions du présent avenant, sont abrogés.

Projet

101

ordonnant un programme décennal des travaux de premier établissement, d'acquisition du matériel, du mobilier et de l'outillage, concernant la Société Nationale des chemins de fer français.

-:-:-:-:-

Article 1er - Dans le cadre du plan d'équipement national prévu par la loi du 8 avril 1941, il est créé un programme décennal de travaux de premier établissement, d'acquisition du matériel, du mobilier et de l'outillage concernant la Société Nationale des chemins de fer français.

Article 2 - Ce programme décennal se substitue :

1^o) au programme quinquennal de travaux de 1^{er} établissement d'acquisition ou de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société Nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938 et du décret-loi du 29 juillet 1939.

2^o) au programme spécial d'équipement que la Société Nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre par le décret-loi du 29 octobre 1940 et dont les modalités de financement ont été fixées par la Convention du 8 janvier 1941 entre le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et le Secrétaire d'Etat aux Communications d'une part, et le S.N.C.F. d'autre part.

3^o) au programme des travaux à exécuter par la Société Nationale des chemins de fer français approuvé par la décision en date du 10 novembre 1941 du Secrétaire d'Etat aux Communications et relatif à la réalisation d'un deuxième programme quinquennal.

Article 3 - Le programme décennal concernant la Société Nationale des chemins de fer français est fixé à un montant global de 55.258 M. et comprend, d'une part, les travaux déjà exécutés au cours des exercices 1940, 1941 et 1942, au titre de chacun des trois programmes sus-visés, d'autre part, les travaux actuellement prévus au titre de ces trois programmes. Il devra être terminé dans les délais prévus par la loi du 8 avril 1941, pour le plan d'équipement national.

Article 4 - Le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications est autorisé à conclure avec la Société Nationale des chemins de fer français un avenant à la Convention du 8 janvier 1941, qui fixera la part du programme décennal à couvrir par des avances du Trésor.

....

Article 5 - La loi du 11 octobre 1940 tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage, est applicable à l'ensemble des travaux visés à la présente loi.

Article 6 - Sont abrogés, en tant qu'ils sont contraires aux dispositions de la présente loi, l'article 8 du décret-loi du 18 novembre 1938, le décret-loi du 29 juillet 1939 et le décret-loi du 29 octobre 1940.

Article 7 - La présente loi sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.